

*Le budget—M. Heap*

fabrication au Canada et il a ensuite le mauvais goût de lui reprocher sa faiblesse.

Le gouvernement commence par l'abîmer, la mettre mal en point, puis il lui reproche sa faiblesse, il lance une propagande trompeuse sur l'inefficacité de ses travailleurs et sur une gestion qui refuse de se moderniser et ensuite il en prend prétexte pour anéantir le secteur tout à fait, au profit de pays exportateurs à bas salaires, quand ce ne sont pas des États policiers. Monsieur le Président, ce n'est pas ainsi qu'on remonte le moral en vue d'une relance. Je ne sais pas si le gouvernement s'imagine que cette politique est bonne pour les investisseurs canadiens, mais ce que je puis vous dire c'est qu'elle attise la colère de centaines de milliers de travailleurs canadiens dont elle diminue l'aptitude à gagner leur vie, avant de les insulter avec ces accusations d'inefficacité.

Le gouvernement continue de bousiller l'économie en favorisant la montée des charges d'intérêt. Le pourcentage du produit intérieur brut qui va au paiement des intérêts a presque triplé en 15 ans. En 1966, il y avait 6.3 p. 100 du produit intérieur brut qui allait au paiement des intérêts. En 1981, le pourcentage était passé à 15.2 p. 100, ce qui représente une hausse de 140 p. 100 en 15 ans. En comparaison, les salaires n'avaient augmenté que de 14 p. 100, donc dix fois moins que la part des banquiers, passant de 48.21 p. 100 en 1966 à 54.99 p. 100 en 1981. Ce n'est pas cela qui a empêché le ministre des Finances et les autres ministres de venir accuser ici les travailleurs canadiens d'être inefficaces, paresseux et exigeants, de toucher trop pour ce qu'ils donnaient en travail, d'être responsables de l'inflation par leurs salaires. Voilà qui est d'une fausseté flagrante, monsieur le Président, comme le savent tous ceux qui sont capables de lire les chiffres que publie le gouvernement sur la fiscalité. Le ministre doit sûrement pouvoir le faire. Ce qui a fait du tort à notre économie c'est ce cancer qu'est la croissance des recettes des banques et des sociétés prêteuses, mais le budget continue d'accélérer le mouvement. Le résultat chronique de cette façon d'agir, c'est que les travailleurs canadiens n'ont pas le pouvoir d'acheter ce que les patrons et les investisseurs canadiens ont besoin de vendre pour tenir le coup.

Un vieux retraité me disait récemment en termes très simples: «Monsieur Heap, je ne me plains pas que mon chèque de pension soit trop peu élevé. Je sais que M. Lalonde n'a pas beaucoup d'argent à distribuer. Tout ce que je dis, c'est que le mois est trop long pour l'argent que j'ai». Voilà toute la situation en une ligne. Les petites gens du Canada n'ont pas l'argent qu'il faut pour faire tourner notre économie à une cadence raisonnable. Donc, nous fermons des usines. Donc, nous avons du chômage, à nous rappeler les années 30. Oui, il y aura peut-être une reprise. Les journaux nous disent qu'il y a eu une légère reprise depuis deux ou trois mois. Reprise marquée par une avance des profits et un recul des salaires réels. Voilà à quoi cela se résume, voilà ce que le gouvernement nous a obtenu. Reprise marquée également par une avance du chômage permanent, qui est passé de 8 à 10 p. 100, comme le gouvernement l'annonçait cette semaine et la semaine dernière. Monsieur le Président, ce budget c'est vraiment un budget conservateur. Avec l'augmentation de l'impôt sur le revenu des particuliers, de sa part au cours des quatre ans à venir, le budget nous annonce maintenant que le fisc va prélever 3.5 milliards de plus en impôt sur le revenu des particuliers au cours des quatre prochaines années, plus 2.5 milliards en taxes de vente sur les mêmes gens, mais avec 2.5 milliards ristournés

aux sociétés par la voie d'une réduction de l'impôt sur leurs bénéficiers. Résultat donc de ce budget, le revenu disponible sera moins élevé, les consommateurs seront encore moins disposés à acheter.

Quant à l'industrie manufacturière, le budget prévoit près de un milliard de dollars en cadeaux pour le secteur le plus riche du pays, le secteur pétrolier, et dont la moitié ira probablement à la société Dome Petroleum. En fait, toute la hausse de deux milliards et demi du déficit servira à accroître les profits des sociétés qui sont déjà riches pendant que le marché national stagne. Pour ce qui est du versement des intérêts, le gouvernement accroît son déficit de plus de deux milliards de dollars à cette fin, ce qui serait très bien et que j'approuverais sans doute si cet argent était utilisé de façon productive, mais ce n'est pas le cas. Toute cette hausse va en programmes de dégrèvement fiscaux, profite à des capitaux privés. Et il n'est absolument pas sûr que cet argent sera investi au Canada. Il n'est pas assuré qu'il servira à créer des emplois au Canada. Et rien ne dit qu'il contribuera à augmenter le pouvoir d'achat des Canadiens.

A propos d'investissements inutiles, qui devraient créer des emplois mais ne le font pas, prenons l'exemple de la société MacMillan-Bloedel qui a acheté l'usine où j'ai déjà travaillé; il s'en est suivi qu'une centaine de personnes ont perdu leur emploi. Elle l'a fait avec de l'argent emprunté, de sorte qu'elle a contribué à hausser les taux d'intérêt pour tout le monde, sans pour autant créer le moindre emploi. Très récemment, la société John Inglis a acquis la société Admiral avec les quatre millions de dollars que lui ont donnés les gouvernements fédéral et ontarien et elle fait maintenant disparaître 250 emplois. Merci beaucoup pour les quatre millions de dollars, mais cela va coûter 250 emplois. Nous apprenons maintenant que la société Massey-Ferguson fermera peut-être définitivement sa succursale de Toronto après avoir reçu d'énormes montants des gouvernements fédéral et ontarien. On ne peut pas dire que ces cadeaux aux investisseurs contribuent à créer des emplois, si l'on en juge par notre expérience des dix dernières années. Et, pourtant, le gouvernement va continuer d'emprunter. On a appris aujourd'hui qu'il y aurait un autre projet de loi portant pouvoir d'emprunt alors que nous venons à peine d'en adopter un. Nous n'avons pas le temps de débattre des missiles de croisière ni du droit à la propriété, car nous devons adopter un autre projet de loi portant pouvoir d'emprunt. De cette façon, le gouvernement va accroître sa part inflationniste d'intérêts à verser sans créer d'emplois ni augmenter le revenu du Canadien moyen.

• (1700)

Ce que je veux dire, monsieur le Président, c'est qu'il s'agit là d'un budget très conservateur, en ce sens que les libéraux et les conservateurs se sont arrangés, comme d'habitude, pour relever le revenu des investisseurs sans obtenir de ces derniers l'assurance qu'ils créeraient des emplois au Canada. Nous avons beaucoup de ce qu'un député conservateur a qualifié de fumée et de miroirs. Nous en avons un exemple dans Spadina, où il n'est pas vraiment certain que les projets RELAIS, dont certains sont en attente depuis quatre mois, seront approuvés et financés. Le ministre dit que 1,200 emplois ont été approuvés pour la circonscription de Spadina, mais il parle de toute la